



**Chaire Desjardins
en développement
des petites collectivités**

**Université du Québec
en Abitibi-Témiscamingue**

**Les petites écoles primaires en milieu rural
au Québec :
fermeture, maintien ou développement?**

Par
Mario Carrier
et Pierre Beaulieu

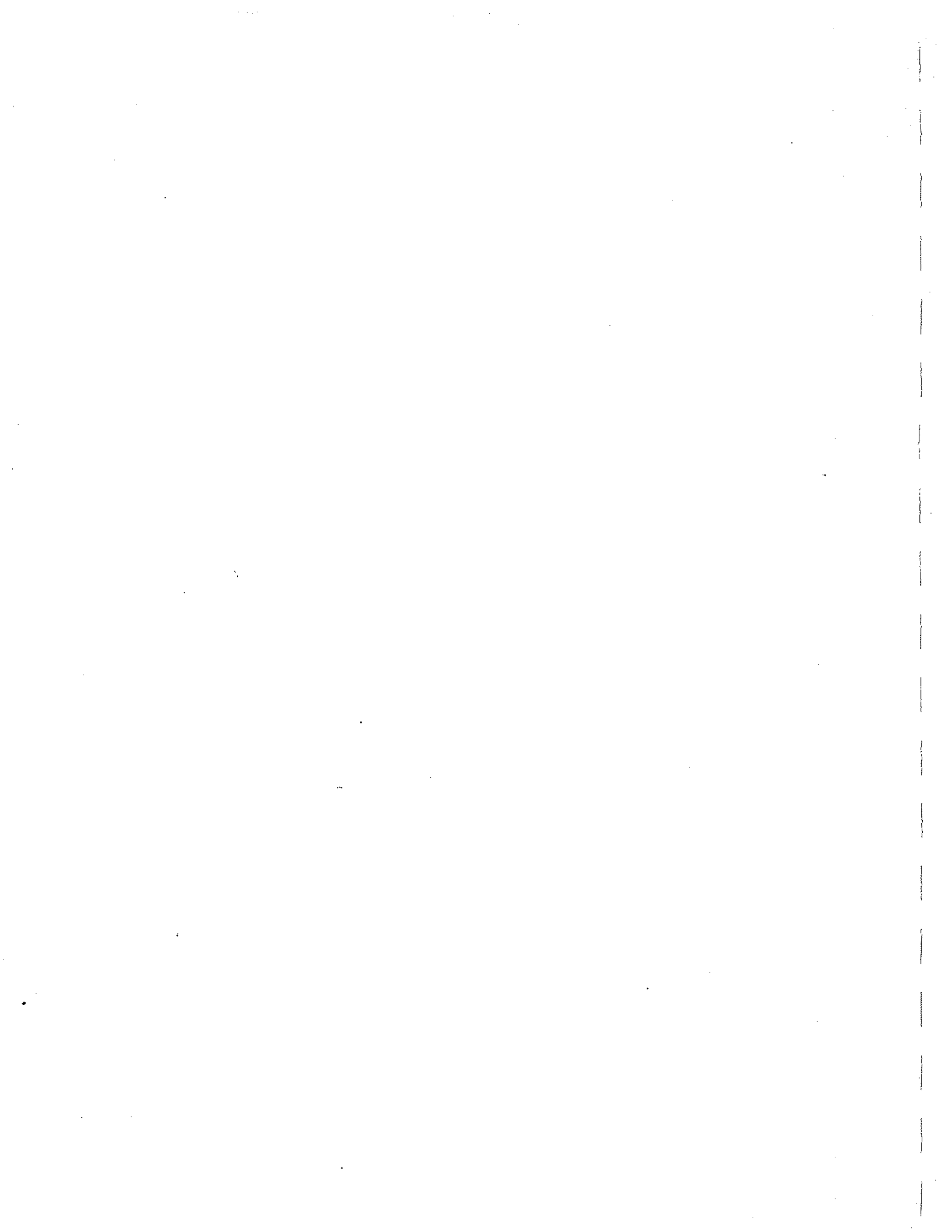


**LES PETITES ÉCOLES PRIMAIRES
EN MILIEU RURAL AU QUÉBEC :
FERMETURE, MAINTIEN OU DÉVELOPPEMENT?**

par
Mario Carrier et Pierre Beaulieu

ROUYN-NORANDA

MAI 1995



Éditeur:

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Chaire Desjardins en développement des petites collectivités
445, boulevard de l'Université
Case postale 700
Rouyn-Noranda, Qué.
J9X 5E4

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
juin 1995

ISBN 2-920849-24-7

Toute reproduction, totale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, est interdite à moins d'une autorisation expresse des auteurs.

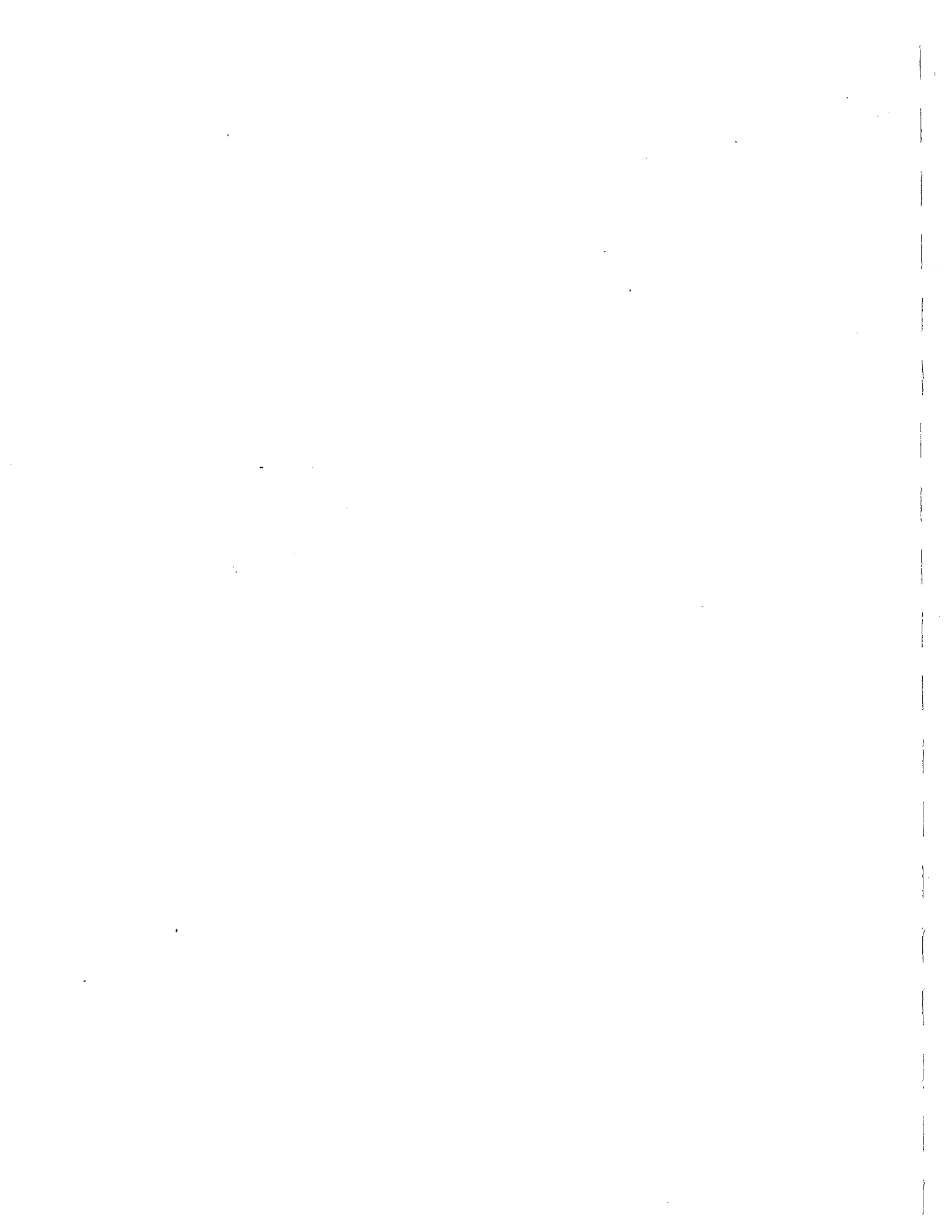


TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	1
2. DÉFINITION DU PROBLÈME.....	4
2.1 La baisse des clientèles	5
2.2 Les compressions budgétaires.....	7
2.3 Les fermetures d'écoles.....	8
2.4 Le nombre de petites écoles.....	9
3. LA DÉMARCHÉ DE RECHERCHE	10
3.1 La tournée de quelques-unes des régions du Québec	10
3.2 Les autres sources d'information non documentaires.....	11
3.3 Les informations de nature documentaire.....	12
4. LES INFORMATIONS RECUEILLIES DANS LE CADRE DE LA TOURNÉE DU QUÉBEC	13
4.1 Les commissions scolaires visitées	13
4.2 Les écoles visitées.....	13
4.3 Les enseignants, les directions d'écoles et les parents rencontrés	14
4.4 Les principaux modèles d'organisation des petites écoles observés en milieu rural.....	14
4.5 Les classes multiprogrammes.....	16
4.5.1 Les CMP-2.....	16
4.5.2 Les CMP-3.....	18
4.5.2.1 La réussite des élèves en CMP-3.....	19
4.5.2.2 Les conditions de succès des CMP-3.....	20
4.5.2.3 Les avantages et les inconvénients des CMP-3.....	24
4.5.2.4 L'avenir des CMP	24
4.5.2.5 Un témoignage	25
4.5.2.6 Les CMP-3 : le point de vue de ceux qui n'y ont pas recours.....	26
4.6 Les échanges et transferts d'élèves.....	28

4.7	Les politiques relatives aux petites écoles	30
4.8	Les fermetures d'écoles.....	32
4.9	L'utilisation mixte et communautaire des édifices scolaires	34
4.10	Une implication accrue du milieu.....	36
4.11	Les répercussions budgétaires des petites écoles.....	38
4.12	Les conséquences d'une fermeture d'école en milieu rural	40
4.13	Le rôle des principaux acteurs	41
4.13.1	Le rôle des parents.....	41
4.13.2	Le rôle des commissaires.....	42
4.13.3	Le rôle des enseignants et de leurs représentants syndicaux.....	42
4.13.4	Le rôle des gestionnaires	43
4.13.5	Le rôle des municipalités.....	44
5.	LES AUTRES INFORMATIONS RECUEILLIES SUR LA QUESTION DES PETITES ÉCOLES ET DES CLASSES MULTIPROGRAMMES	44
5.1	La viabilité des petites écoles	45
5.2	Les classes multiprogrammes.....	46
5.2.1	L'expérience québécoise : le rapport d'étude sur les écoles primaires et les classes multiprogrammes.....	46
5.2.1.1	Le phénomène des petites écoles	46
5.2.1.2	Les classes multiprogrammes	46
5.2.1.3	Petites écoles et classes multiprogrammes.....	47
5.2.1.4	La réussite des élèves selon le type d'école fréquentée	47
5.2.2	L'expérience canadienne l'étude de l'Association canadienne d'éducation.....	47
5.2.3	L'expérience américaine.....	49
5.2.4	L'expérience de la Colombie-Britannique.....	49
5.2.5	Les CMP-3 : l'avis de deux spécialistes québécoises.....	51
5.2.6	La formation des maîtres et la recherche universitaire	53
5.2.7	Classes multiprogrammes et matériel didactique	55
5.3	Services publics et communautés rurales.....	56
5.4	L'impact budgétaire des petites écoles primaires en milieu rural.....	62
5.5	La justification financière des fermetures d'écoles	67
5.6	Petite école et qualité des services	67

6.	ANALYSE DE LA SITUATION DES PETITES ÉCOLES EN MILIEU RURAL	7 0
6.1	La dimension pédagogique.....	7 0
6.2	La dimension administrative et budgétaire.....	7 4
6.3	Les dimensions sociales, économiques et politiques	7 9
7.	CONCLUSION.....	8 3
8.	RECOMMANDATIONS.....	8 4
8.1	Recommandations de nature pédagogique.....	8 4
8.2	Recommandations de nature administrative et financière.....	8 6
8.3	Recommandations de nature sociopolitique.....	8 7
	BIBLIOGRAPHIE.....	8 9

LISTE DES GRAPHIQUES

- GRAPHIQUE 1: Évolution de la clientèle scolaire de niveau primaire du secteur public au Québec de 1972-73 à 1993-94.....6
- GRAPHIQUE 2: Prévisions des clientèles scolaires de niveau primaire du secteur public au Québec de 1994-1995 à 1998-1999.....7

1. Introduction

Au début de l'été 1993, les autorités de la municipalité de Preissac invitent l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (l'UQAT) à étudier l'organisation de l'enseignement dans cette localité privée d'école primaire depuis deux ans. Coïncidant avec la mise en place, au sein de l'UQAT, de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, cette demande est rapidement agréée¹.

Déposé en mars 1994, le rapport d'étude² préconise une réouverture complète de l'école primaire de Preissac avec deux classes à triple programme, à la faveur d'une implication financière et administrative de la municipalité. Quelques mois plus tard, la Commission scolaire Harricana annonce, pour septembre 1994, la réouverture partielle de l'école de Preissac et sa réouverture complète échelonnée sur les cinq prochaines années. Elle confirme, en outre, que la municipalité de Preissac s'impliquera financièrement dans cette réouverture.

Au moment même où s'enclenchait l'étude relative à l'organisation de l'enseignement de niveau primaire à Preissac, les autorités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et celles de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités annonçaient leur intention, l'examen du cas de Preissac complété, d'élargir l'étude à l'ensemble de la question des petites écoles primaires en milieu rural au Québec dans le but :

- d'analyser les facteurs qui contribuent actuellement à remettre en cause la survie de ces écoles;
- d'inscrire cette analyse dans une étude plus globale de la survie de ces écoles;
- d'examiner les alternatives à la fermeture de ces écoles;

¹ Résultant d'un partenariat entre l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et le Mouvement Desjardins, la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités est inaugurée le 6 octobre 1993. Son mandat général est de favoriser une meilleure compréhension de la problématique du développement social et économique des petites collectivités humaines.

² Carrier, Mario et Beaulieu, Pierre, L'organisation de l'enseignement de niveau primaire à Preissac, Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Rouyn-Noranda, mars 1994, 44 pages.

- de formuler des recommandations susceptibles de favoriser la survie de ces écoles.

Le présent document constitue le rapport de cette étude élargie de la question des petites écoles primaires en milieu rural au Québec.

Certaines expressions, utilisées tout au long du présent document, demandent à être définies. Le terme **école** réfère ici à ce qu'il est convenu d'appeler une école-bâtiment plutôt qu'à une école institutionnelle parfois constituée de plus d'une école-bâtiment. Nous entendons par **petite école** une école primaire qui accueille moins de cent élèves de la première à la sixième année inclusivement. **Milieu rural** s'entend ici de celui qui ne compte pas une agglomération de plus de trois mille personnes. L'appellation **école de secteur** désigne une école rurale qui dessert quelques localités avoisinantes dont les écoles ont été fermées afin de l'alimenter en clientèle.

Dans le présent document, **classe uniprogramme** désigne une classe regroupant des élèves inscrits à un seul programme scolaire, par exemple, celui de la troisième année; elle correspond à ce qu'ailleurs on désigne sous les appellations classe à division unique, classe à un seul niveau, classe à un seul degré, regroupement uni-âge, etc. L'expression **classe multiprogramme** s'applique à «une classe réunissant sous l'autorité d'un seul enseignant, dans les mêmes conditions de lieu et d'horaire, des élèves inscrits à des programmes d'études correspondant à des classes (échelon du programme) différentes¹». Classe multiprogramme équivaut ici à classe à degrés, divisions ou niveaux multiples, classe multiniveaux, classe multi-âge, regroupement multi-âge, classe jumelée. Nous utiliserons le sigle CMP pour désigner la classe multiprogramme d'abord parce que l'expression revient très souvent dans le présent rapport, ensuite parce qu'en y ajoutant un chiffre il sera facile d'informer le lecteur du nombre de programmes offerts dans une CMP donnée. Ainsi, CMP-2 désignera une classe multiprogramme au sein de laquelle deux programmes d'études sont enseignés, CMP-3, une classe à trois programmes d'études, etc. Les «siglophobes» voudront bien nous en excuser et noter, par ailleurs, notre très grande modération dans l'usage d'autres sigles.

Les auteurs de cette étude sont Mario Carrier, professeur au Département des sciences de la gestion de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et Pierre Beaulieu, agent de

¹ Vocabulaire de l'Éducation, deuxième édition, Les publications du Québec, 1990, p. 64.

recherche au sein de cette même institution. La révision de texte fut effectuée par Suzanne Ménard. Les auteurs remercient toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à cette étude.

Le présent document est une version allégée d'un rapport de recherche non publié. Le lecteur désireux de connaître les détails méthodologiques de cette recherche et d'en consulter les annexes pourra obtenir un exemplaire du rapport intégral en faisant la demande à la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue à l'adresse suivante :

C.P. 700
Rouyn-Noranda, Québec
J9X 5E4

Téléphone: 1-819-762-0971
Télécopieur: 1-819-797-4727

Dans ce document, les termes utilisés pour désigner des personnes et des rôles sont épiciènes, à moins que le sens ne s'y oppose.

2- Définition du problème

Ce n'est pas d'hier que les petites écoles retiennent l'attention au Québec. Dès 1972, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec sensibilise le ministre de l'Éducation aux difficultés que vivent les commissions scolaires confrontées à des effectifs scolaires réduits. Déposé en 1974, le rapport du Groupe COMMEL¹, créé pour étudier la question, identifie les difficultés administratives propres aux petites écoles en milieu rural : un faible nombre d'élèves se traduisant en coûts élevés de fonctionnement et d'entretien et en rareté de personnel administratif et professionnel non-enseignant.

Peu de temps avant le dépôt du rapport du Groupe COMMEL, les parents de Montbrun, en Abitibi-Témiscamingue, occupent leur école primaire pour bien marquer leur opposition à la décision de la commission scolaire de scolariser une partie de leurs enfants de niveau primaire à l'école du village voisin, une décision qu'ils perçoivent comme menant inexorablement à la fermeture de leur école. L'action des gens de Montbrun suscite un vaste mouvement de solidarité à travers la région. Le conflit s'amplifiant, le ministère de l'Éducation crée un groupe de travail sur l'organisation des services éducatifs en milieux faiblement peuplés. Le rapport de ce groupe de travail, le Comité de l'éducation, est déposé en 1975² et il conclut que le ministère de l'Éducation doit «créer les conditions qui favorisent l'émergence d'un (des) modèle(s) d'organisation pédagogique adapté(s) à la réalité des milieux à faible densité de population³».

L'année suivante, le ministère de l'Éducation annonce qu'il n'allouera pas de ressource financière supplémentaire aux commissions scolaires confrontées au problème des petites écoles. Reconnaissant toutefois que les petites écoles font face à de réelles difficultés au plan pédagogique, le ministère annonce la mise en place du programme de Soutien pédagogique aux petites commissions scolaires aux prises avec de petites écoles, programme connu sous le sigle SOPPEC et qui prendra fin en 1980.

¹ Rapport du groupe COMMEL, L'organisation et le fonctionnement des commissions scolaires dispensant l'enseignement élémentaire à 3000 élèves et moins, octobre 1974, 231 pages.

² Comité de l'éducation, Rapport du Comité de l'éducation, Étude des problèmes reliés à l'organisation des services éducatifs dans les milieux à faible densité de population, Nord-Ouest québécois, juin 1975, 192 pages.

³ Ibidem, p. 186.

Au printemps 1977, le nouveau ministre de l'Éducation rend publique une «Politique destinée à favoriser le maintien des écoles de village». En vigueur jusqu'au changement de gouvernement en 1985, cette politique contribuera à ralentir le mouvement de fermeture des petites écoles rurales. Sans la désavouer publiquement le nouveau gouvernement ne s'inspirera pas de cette politique. Il n'en adoptera pas moins, au cours des années suivantes, certaines mesures budgétaires afin de venir en aide aux commissions scolaires administrant de petites écoles. Le phénomène s'amplifiant, un important colloque portant sur les petites écoles et les classes multiprogrammes se tiendra à Québec, en 1992¹.

Les petites écoles retiennent l'attention surtout à compter du moment où, invoquant des motifs budgétaires et pédagogiques, les autorités scolaires en annoncent la fermeture.

Depuis deux décennies, cette diminution importante du nombre d'élèves, couplée au contexte de compressions budgétaires prévalant alors dans les commissions scolaires (diminution des subventions gouvernementales et plafonnement des sources locales de financement), a forcé ces dernières à fermer plusieurs écoles. Cette solution, incontournable pour maintenir la qualité des services pédagogiques aux écoliers et réduire le nombre de classes multiprogrammes, n'a pas toujours été accueillie très favorablement par la population locale et a été très souvent contestée².

Diminution de clientèle, augmentation des petites écoles, compressions budgétaires, fermetures d'écoles, etc. Qu'en est-il exactement? C'est ce que nous allons voir dans les pages qui suivent.

2.1 La baisse des clientèles

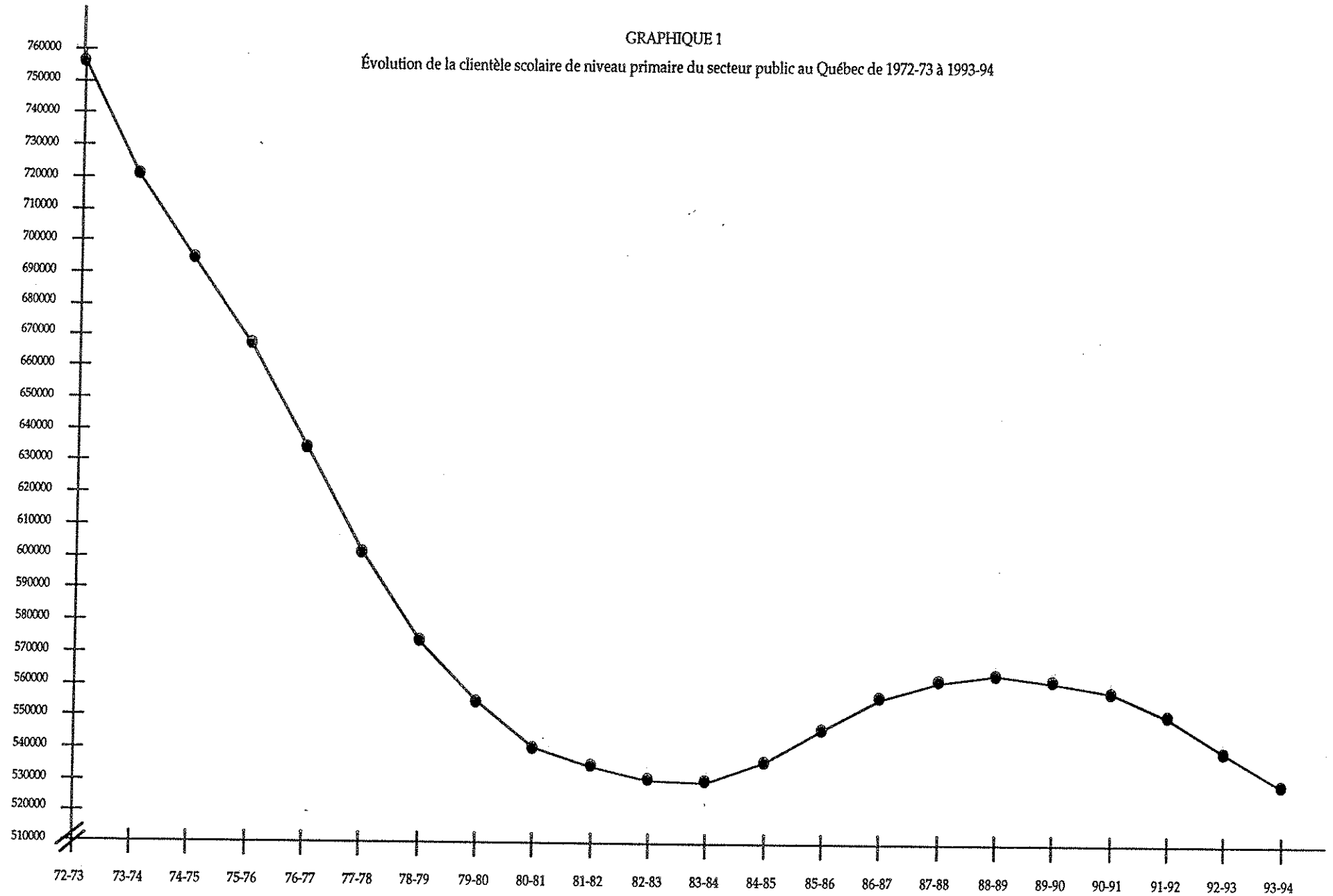
De 756 000 élèves qu'elle est en 1972-1973, la clientèle scolaire de niveau primaire du secteur public au Québec chute à 530 000 élèves en 1983-1984, une diminution de 17 %, pour amorcer jusqu'en 1988-1989 une légère remontée à 563 000, et ensuite s'affaïsser légèrement jusqu'à 530 000 en 1993-1994. C'est ce qu'illustre le graphique 1. Les prévisions de clientèles laissent entrevoir une hausse constante de 523 000 en 1994-1995, à 560 000 en 1998-1999, ainsi qu'en témoigne le graphique 2.

¹ Gouvernement du Québec, Actes du colloque Grandir parmi les grands, Colloque sur les petites écoles et les classes multiprogrammes, 1er trimestre 1993, 207 pages.

² Rapport du comité de travail UMQ-FCSQ : L'ouverture et la fermeture d'écoles, septembre 1994, page 6.

GRAPHIQUE 1

Évolution de la clientèle scolaire de niveau primaire du secteur public au Québec de 1972-73 à 1993-94



Source : Fichier DCS - Direction des statistiques et des études quantitatives. Ministère de l'Éducation du Québec

